

# Policy Brief

## **LES IMPACTS DE L'EXPLOITATION DU PÉTROLE ET DU GAZ SUR LES PÊCHEURS ET LES CONSOMMATEURS : L'EXPÉRIENCE DES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST**

### Introduction

**Le secteur de la pêche** est une source vitale d'échanges et de revenus pour les besoins financiers et le développement social dans la plupart des régions du monde. En effet, la pêche constitue une source d'alimentation pour l'humanité ; assurant des emplois et des avantages économiques pour nombre de personnes. En plus de la fourniture de denrées alimentaires, la pêche contribue au produit intérieur brut (PIB), fournit des moyens de subsistance aux pêcheurs et transformateurs, et constitue, au-delà, une source d'entrées de devises. Elle accroît les recettes publiques par le biais des accords de pêche et des impôts pour bon nombre de pays. En 2016, la production halieutique mondiale atteignait une valeur record d'environ 171 millions de tonnes, estimée à 362 milliards USD (FAO, 2018). Il faut souligner que l'augmentation annuelle moyenne de la consommation mondiale de poisson destinée à l'alimentation humaine a distancé l'accroissement démographique du double (3,2% contre 1,6%) surpassant ainsi celle de viande de tous les animaux terrestres réunis (2,8%) (FAO, 2018). Selon les estimations, en Afrique, le secteur de la pêche emploie 12,3 millions de pêcheurs et de transformateurs de produits de pêche à plein temps et à temps partiel. Ceci représente 2,1% de la population africaine âgée de 15 à 64 ans avec 42, 4% dans la transformation du poisson, occupée en majorité par les femmes (FAO, 2014).

**La pêche, un secteur gravement menacé par l'exploitation du pétrole et du gaz**

**Les impacts et risques** environnementaux et sociaux de l'exploitation du pétrole et du gaz sont importants et destructeurs des u tissus économique, social et sanitaire des communautés de pêcheurs, des femmes impliquées dans la transformation et des consommateurs. Sur le plan écologique, les écosystèmes marins et aquatiques, terrestres et des zones humides sont impactés négativement entraînant

la destruction de l'environnement et la perte de la biodiversité. Cela compromet la survie des espèces et fragilise les moyens de subsistance des communautés riveraines des sites d'exploitation des hydrocarbures.

**Les acteurs impliqués dans l'extraction du pétrole et du gaz en Afrique de l'Ouest**

**Trois types d'acteurs** sont concernés : il s'agit de six majors (Shell, Exxon-Mobil, BP, Total, Chevron Texaco, ENI), des compagnies nationales (NNPC, GNPC, PETROCI, NACOL, etc.), et les sociétés indépendantes plus modestes (Tullow Oil, Kosmos Energy, etc.). Elles se regroupent en consortiums afin de maximiser les profits et minimiser les risques de forage et d'exploitation.

**Impacts de l'exploitation du pétrole et du gaz sur les pêcheurs au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Liberia, au Nigeria et au Togo.**

Une étude a été réalisée dans chacun des pays susmentionnés, qui a révélé les conséquences de l'exploitation du pétrole et du gaz. Ces études sont assorties de recommandations à l'endroit des acteurs.

### Le Nigeria

L'étude au Nigéria, sur la base des données recueillies au travers de groupes de discussion, de visites sur le terrain dans les lieux pollués et d'une analyse documentaire de la littérature empirique, révèle, entre autres, que les pêcheurs ont non seulement subi de graves pertes de revenus dans la pêche paysanne traditionnelle, mais aussi que leurs capacités en termes de moyens de subsistance ont diminué.

Les pêcheurs ont été unanimes sur l'impact des deux grandes marées noires survenues à Goi en 2008 sur les revenus et le bien-être des ménages. Avant ces marées noires qui ont détruit les mangroves et affecté la vie aquatique dans la rivière Goi, le revenu quotidien tiré de la pêche était de l'ordre de 12,8 à 51 USD. Avec les marées noires, l'activité de pêche a régressé. A titre d'exemple, les revenus provenant de la pêche aux bigorneaux étaient plus élevés dans les zones non touchées par la marée noire. Avant les marées noires, les pêcheurs gagnaient entre 178,744 et 255,480 USD par semaine. En revanche, ceux des communautés touchées par la marée noire gagnaient un revenu symbolique de 485 USD par an. La disparité des revenus de 1.041,38 USD par an représente une baisse de 55,25 %.

La destruction des mangroves due aux marées noires signifie plus qu'une perte de la biodiversité. Elle a un impact indirect sur la transformation du poisson. Elle signifie également que l'impact va au-delà de l'épuisement des espèces de poissons qui dépendaient,

auparavant, de la forêt de mangroves pour leur reproduction. Cette destruction limite aussi le champ des activités économiques et commerciales liées à la pêche. Aussi, les femmes sont-elles gravement touchées par l'absence de moyens de subsistance alternatifs. Pour les hommes et les femmes sans éducation formelle et sans compétence pour l'emploi dans un environnement de travail moderne, la perte des moyens de survie traditionnels a intensifié la pauvreté.

## Le Ghana

En se référant à la littérature existante, on note que la production ghanéenne de poisson issue de la pêche marine est en déclin depuis 1999, passant de près de 420 000 tonnes à 202 000 tonnes en 2014. Les exportations totales de poisson ont atteint un pic en 2003, avec une valeur de 120 millions USD, mais, ont fortement diminué pour atteindre 44 millions USD, alors que le pic des exportations totales de poisson en quantité était d'environ 60 000 tonnes en 2001. Afin de soutenir la consommation annuelle de poisson par habitant (estimée à environ 24,2 kg en 2010), les importations ont considérablement augmenté ces dernières années, atteignant 373 millions USD en 2013. En conséquence, la balance commerciale des produits de la mer est passée d'un excédent de 33 millions de dollars en 1997 à un déficit de 319 millions USD en 2013. On estime que la pêche, essentiellement artisanale, emploie plus de 29 300 bateaux de pêche, dont plus de la moitié est non motorisée. Elle concerne plus de 250 000 pêcheurs.

## La Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire qui envisage d'être est un pays d'exportation pétrolière, a lancé depuis des décennies une vaste exploration du bassin sédimentaire du Golfe de Guinée. Depuis les années 80, plusieurs puits découverts ont commencé à produire du pétrole et du gaz. Ceci cause une situation qui, aujourd'hui, a pour conséquence le recul de l'activité de la pêche artisanale. En effet, l'enjeu économique que présente cette exploitation pétrolière a relégué au second plan cette activité génératrice d'emplois dont dépendent plusieurs communautés dans le district d'Abidjan. L'étude a révélé des impacts potentiels socio-économiques et environnementaux de l'exploitation pétrolière et gazière sur le monde de la pêche, qui sont entre autres : difficulté ressenties par les professionnels de la pêche dans l'exercice de leur activité ; perte des espaces de pêche ; augmentation du temps de travail qui influe sur les recettes à gagner ; 50 % de pertes de leurs revenus mensuels qui oscillent autour de 300 USD, soit 220 Euros/mois ; difficulté à payer des charges (taxe,

carburant, assurances) ; l'inaccessibilité de certaines zones de pêche due à la présence des entreprises pétrolières.

## Le Bénin

**L'étude sur les impacts potentiels** de l'exploitation du pétrole et du gaz a montré, d'une part, que le Bénin est potentiellement candidat à une exploitation du pétrole et du gaz et, d'autre part, que le bassin sédimentaire côtier du Bénin est subdivisé en 17 blocs pétroliers, à savoir : 2 blocs sur terre ferme (onshore) A et B et 15 blocs en mer (offshore). Parmi ces 17 blocs, les blocs B, 3, 4, 5 et 6 sont occupés et les blocs A, 1, 2, 7 à 15 sont libres.

La présence de la plateforme de production du pétrole et le gazoduc nécessite, pour des mesures de sécurité, une zone de servitude tout autour des plateformes et des pipelines. Cette zone est interdite à toute activité de pêche et autres activités maritimes. Les pêcheurs et fumeuses de poissons disent avoir des effets négatifs sur leurs activités et sur leurs revenus suite aux installations des plateformes et des pipelines. S'agissant des dommages des installations, 19% ont affirmé avoir déjà observé la mort de poissons. S'agissant des conséquences des installations sur les pêcheurs, 42% ont affirmé avoir des pertes de revenus et 2% des pêcheurs enquêtés ont affirmé voir déjà leurs filets déchirés lors de leurs activités. S'agissant des dommages potentiels en cas de futures installations, 77% des enquêtés, craignent que cela n'affecte leurs revenus futurs.

## Le Liberia

**La pêche au Liberia** contribue à environ 10 % au PIB du pays. Le secteur fournit des emplois à temps plein ou à temps partiel à environ 15 000 pêcheurs pour la récolte du poisson et à 25 000 autres transformateurs et commerçants du poisson, fournissant au moins 50 % des besoins nationaux en protéines. Il est à noter que la pêche artisanale emploie 33 000 personnes, dont 60 % de femmes. Les petits pêcheurs fournissent la majorité de l'approvisionnement national en poisson, tandis que le secteur industriel est principalement exploité par des entreprises étrangères qui exportent leurs prises. Les femmes qui vivent dans les communautés côtières pratiquent souvent la pêche de subsistance pour leur ménage. Le secteur de la pêche marine contribue de manière significative au développement socio-économique du Liberia.

En général, les différentes phases opérationnelles de l'industrie pétrolière et gazière offshore, de l'exploration à la production, sont connues pour avoir des impacts

socio-économiques et environnementaux négatifs sur les pêcheries et les pêcheurs

## Le Togo.

**La pêche togolaise** constitue une source d'emplois pour 10 000 pêcheurs (composés de pêcheurs autochtones et allochtones) dont 60 % à plein temps et 12 000 commerçants, commerçantes et transformatrices des produits de pêche. La pêche fait vivre directement 150 000 personnes (FAO, 2007). Elle contribue à 4% au PIB du secteur primaire. La valeur de la production de la pêche artisanale peut être estimée à plus de 5 milliards de francs CFA (USD 10 000 000) et la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation des produits de la pêche à plus de 10 milliards de francs CFA (USD 20 000 000) (FAO, 2007). Les pêches togolaises sont exercées sur les plans d'eau maritime, lagunaire, fluviale, les barrages et étangs piscicoles. Elles sont artisanales et industrielles en mer et exclusivement artisanales dans les autres pêcheries. Malgré leur relative pauvreté, les ressources halieutiques permettent aux pêcheurs de faire des prises permanentes en mer et en lagune et saisonnières dans les cours d'eau dont les estimations annuelles varient entre 12 000 et 17 000 tonnes (DPA, 2018). Hormis, les ressources halieutiques, le système maritime togolais regorge de ressources pétrolières dont les premières découvertes remontent à la fin des années 60 (Direction des Hydrocarbures, 2011). Ce gisement est signalé en offshore. Les réserves de pétrole découvertes et qui peuvent faire l'objet d'exploitation pour le moment sont en offshore, notamment les blocs : Bloc-1 et Bloc-2 dénommés OTI-1 et KARA -1, respectivement localisés à 17 km et 63 km de la côte maritime togolaise.

Le secteur de la pêche est confronté à des problèmes liés, en partie, aux activités pétrolière et gazière. Au cours des 10 dernières années, les revenus ont baissé au niveau des femmes et hommes. La majorité des enquêtés (47%) a connu une diminution de l'ordre de 20 à 50%. 37% des personnes interrogées admettent une régression des revenus de plus de 50%. Pour une proportion de 16%, la diminution est inférieure à 20%. Les raisons de la diminution des revenus des communautés de pêcheurs sont dominées par : les pratiques illicites de pêche (85% des enquêtés) ; la présence des gazoducs (9% des enquêtés) ; l'exploitation et les opérations d'exploration pétrolière (6% des enquêtés).

## Conclusion

Dans le contexte de cette étude, l'analyse des impacts réels et potentiels de l'exploitation du pétrole et du gaz sur le monde de la pêche a établi d'importants aspects de l'exploitation de ces gisements dans les pays de

l'Afrique de l'Ouest. On remarque des situations différentes en ce qui concerne l'exploitation du pétrole, la place des hydrocarbures dans l'économie ou encore les risques réels de dégradation de l'environnement, et des conditions socio-économiques des pêcheurs dans les pays.

Pour ce qui est des pays producteurs, les impacts et risques environnementaux et sociaux sont importants et destructeurs des tissus économique, social et sanitaire des communautés de pêcheurs, des femmes impliquées dans la transformation. Les consommateurs en pâtissent également. Sur le plan écologique, les écosystèmes marins et aquatiques, terrestres et des zones humides sont impactés négativement, ce qui entraîne la destruction de l'environnement, la remise en cause de la survie des espèces et des moyens de subsistance des communautés riveraines des sites d'exploitation des hydrocarbures. Par conséquent, la pauvreté et le mal-être s'installent progressivement dans le secteur de la pêche artisanale de ces pays.

**Recommandations pour minimiser les risques de l'exploitation et investir dans les énergies renouvelables.**

### *A l'endroit des décideurs politiques*

1. Améliorer les services essentiels de base ainsi que les conditions de financement des prêts aux associations de transformation de poissons et de pêcheurs pour le financement et la professionnalisation de leurs activités ;
2. Promouvoir les énergies renouvelables en incitant les opérateurs du secteur des produits pétroliers à investir dans la transition énergétique juste.
3. Mettre sur pied un fonds de compensation des communautés.
4. Mettre en place un cadre juridique régional avec les pays voisins en matière d'exploitation du pétrole et du gaz en mer, et collaborer avec d'autres cadres juridiques régionaux en matière d'environnement marin ;
5. Encourager le ministère chargé de l'environnement à augmenter le contrôle environnemental ;
6. Faire appliquer les dispositions légales, et les traités visant la protection des ressources environnementales, notamment marines par les compagnies pétrolières et gazières ;
7. Etablir un fonds national en cas d'accidents ou de marées noires ;
8. Associer les communautés riveraines dans le processus d'exploration et d'exploitation des projets pétroliers actuels ; et les OSC dans la gestion des hydrocarbures ;

9. Adopter une politique de protection des espaces actuels de pêche afin de garantir aux femmes une source réelle de revenus et une autonomisation ;
10. Mettre en place un système de suivi et d'évaluation pour prendre en charge les dommages infligés aux bateaux de pêche et filets, ainsi que les pertes de revenus associées à la diminution des prises de pêche ;
11. Promouvoir les moyens de subsistance alternatifs dirigés par les femmes ;

#### *A l'endroit des opérateurs dans la commercialisation des produits pétroliers*

12. Procéder au nettoyage des cours d'eau touchés par la marée noire dans les communautés ;
13. Désinvestir dans les énergies fossiles et envisager des investissements, à grande échelle, dans la production d'énergies renouvelables alternatives dans l'intérêt de l'effort mondial de sauvegarde du climat et des communautés indigènes vulnérables dont les moyens de subsistance sont menacés ;
14. Mettre fin au torchage du gaz et remplacer, à court terme, tous les tuyaux de pétrole sensibles et corrodés.

#### *A l'endroit des OSC*

15. Faire des plaidoyers auprès des autorités gouvernementales afin d'apporter assistance aux acteurs impactés par l'exploitation pétrolière et de gaz ;
16. Veiller au respect des mesures proposées dans les études d'impact ;
17. Se positionner en porte-parole des pêcheurs et transformateurs de poissons ;
18. Se positionner en un organe de contrôle sur la gestion des hydrocarbures ;
19. Procéder à la sensibilisation des consommateurs/populations ;
20. Soutenir l'autonomisation des femmes, et exiger des compagnies pétrolières et du gouvernement une justice environnementale ;
21. Sensibiliser les communautés au problème de vandalisme des oléoducs et de siphonage du pétrole ;
22. Plaider en faveur d'une indemnisation adéquate des pêcheurs par les entreprises responsables de la pollution des eaux, des sols, des mangroves, et de l'air.

National Bureau of Statistics (2017) Nigerian Gross Domestic Report Q3  
 Adekola, O., Mitchell, G., & Grainger, A. (2015). Inequality and ecosystem services: The value and social distribution of Niger Delta wetland services. *Ecosystem Services*. <https://doi.org/10.1016/j.ecoser.2015.01.005>;  
 Adekola, O., & Mitchell, G. (2011). The Niger Delta wetlands: Threats to ecosystem services, their importance to dependent communities and possible management measures. *International Journal of Biodiversity*

Jacob Ainoo-Ansah (2013). The Successful Experience of Tilapia Farming in Ghana.

[http://www.infopesca.org/sites/default/files/complemento/conferencias\\_eventos/documentos/919/Ocultos//2.1\\_The%20successful%20experience%20of%20tilapia%20farming%20in%20Ghana%20-%20Jacob%20Ainoo-Ansah.pdf](http://www.infopesca.org/sites/default/files/complemento/conferencias_eventos/documentos/919/Ocultos//2.1_The%20successful%20experience%20of%20tilapia%20farming%20in%20Ghana%20-%20Jacob%20Ainoo-Ansah.pdf).

Kassam, L. (2014). Aquaculture and food security, poverty alleviation and nutrition in Ghana: Case study prepared for the Aquaculture for Food Security, Poverty Alleviation and Nutrition project. WorldFish, Penang, Malaysia. Project Report: 2014-48. [http://pubs.iclarm.net/resource\\_centre/2014-48.pdf](http://pubs.iclarm.net/resource_centre/2014-48.pdf).

Kwadjosse, Theodore. LOS: Impacts on the Conservation and Management of Fisheries Resources of Developing Coastal States: The Ghana Case Study. The United Nations - The Nippon Foundation of Japan Fellowship Programme 2008 - 2009. [http://www.un.org/depts/los/nippon/unmff\\_programme\\_home/fellows\\_pages/fellows\\_papers/kwadjosse\\_0809\\_ghana\\_ppt.pdf](http://www.un.org/depts/los/nippon/unmff_programme_home/fellows_pages/fellows_papers/kwadjosse_0809_ghana_ppt.pdf).

Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST), Dept. of Fisheries & Watershed Management, Faculty of Renewable Natural GI WACAF (OMI / IPIECA), 2010. Plan National D'intervention D'urgence (PNIU) en cas de pollution marine accidentelle par les Hydrocarbures, 67 pages.

MEHU/ABE, Guide sectoriel d'étude d'impact sur l'environnement des projets du gazoduc. Collection ABE : Procédure d'évaluation environnementale, p. 32.

ASSEMBLON-OGUNJIMI (A. N.), 2006. Le droit de l'environnement marin et côtier en Afrique occidentale, Cas de cinq pays francophones, Thèse de doctorat en Droit public,

KLOFF (S.) et WICKS (C.), 2004 Gestion environnementale de l'exploitation du pétrole offshore et du transport maritime pétrolier, CEESP-UICN, Octobre 2004

PNUE <http://www.unep.org/>

<http://www.nocal.com.lr/operations/block-status>

MERF, 2007. Etudes de vulnérabilité, identification des principales mesures d'adaptation et des options prioritaires de riposte aux changements climatiques - Secteur Zone Côtière. Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et PNUD MERF, 2009. Plan d'Action National d'adaptation aux changements climatiques - PANA. Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et PNUD

PNAE, 2001. Plan National d'Action pour l'Environnement, Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, Lomé, 173p.

Eni Togo B.V., 2012. Etude d'impact environnemental et social de l'exploration pétrolière dans les blocs-1 et 2 de l'offshore togolais : phase de forage.

<http://www.fao.org/3/a-i3917f.pdf> (FAO 2014) circulaire sur les pêches et aquaculture n° 1093

## Bibliographie

Osuagwu, E. S., & Olaiya, E. (2018). Effects of oil spills on fish production in the Niger Delta. *PLoS ONE*, 13(10), 1-14. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0205114>